

Vigilance sur le service public des forêts



André Molino, Anne Mesliand, Claude Jorda, Philippe Petit et Serge Baroni.

PHOTO MOHAMED EL HAMZA OUI

Incendies

Les élus de gauche réunis sur un des sites les plus ravagés par les feux cet été pour dénoncer les limites des politiques mises en œuvre.

Pétitions citoyennes à l'appui, ils demandent le retour d'une base de Canadair sur Marignane.

LES PENNES-MIRABEAU

Un an après le passage du feu, les dégâts sont toujours bien visibles et les élèves du lycée EREA Louis Aragon, qui venait d'être construit sur la commune des Pennes-Mirabeau, restent cantonnés dans des préfabriqués. Seules les jeunes pousses de la section horticulture donnent un signe de reprise de vie au milieu de ce sinistre paysage lunaire. Le site choisi pour la conférence de presse ne tient pas du hasard. L'incendie de l'été s'est propagé depuis Vitrolles sur ce plateau, « dans le même moment, le préfet annonce le départ de la base des Canadair vers Nîmes », rappelle Claude Jorda, conseiller départemental du groupe communiste et partenaire, conscient que protéger les forêts, c'est protéger le service public qui leur est rattaché.

Marignane ne dispose plus que de deux avions bombardiers d'eau. Sur décision de l'État, pour laisser la place au fret, les 10 autres Canadair de la flotte, ainsi que les 6 Tracker et autres hélicoptères ont rejoint leur nouvelle base nîmoise. « Or il faut à minima 20 minutes pour arriver ici. Le temps qu'il faut au feu pour

passer de l'autre côté de la route », proteste Serge Baroni élu d'opposition des Pennes-Mirabeau. Le préfet a été saisi pour doubler le nombre de Canadair à Marignane.

Tout un domaine en friche

Car 180 000 hectares, soit pour 40% du département, « c'est de la forêt », souligne André Molino, maire de Septèmes-les-Vallons, qui comme Serge Baroni, est à l'initiative d'une pétition en faveur d'un vrai développement d'un service public des forêts, qui a déjà recueilli 2 500 signatures. « Car l'ONF supprime des postes, alors qu'il faut des moyens et voir comment aller plus loin, pour l'entretien de nos espaces boisés ». Claude Jorda n'y va pas par le petit bout de la lorgnette : « C'est l'ensemble de la filière bois qu'il faut ré-envisager. Notamment dans le cadre du passage de compétences à la métropole. La prévention, avec des mesures pour aider à l'installation de nouvelles exploitations agricoles. Il faut construire une nouvelle gestion publique de l'ensemble des massifs forestiers avec les collectivités locales, incluant la lutte contre la spéculation immobilière. Et redévelopper l'ONF, renforcer les moyens humains et matériels de protection civile... »

Au-delà de la seule question des forêts, c'est l'ensemble du secteur public qui est mis à mal, de l'éducation au service postal. Supprimer des fonctionnaires, comme le proposent de nombreux candidats, c'est se défaire des Services publics. Anne Mesliand prévient « le jour où toutes ces questions seront privatisées, on aura bien du souci à se faire ». Et il sera un peu tard pour pleurer, les responsabilités se prennent maintenant.

Myriam Guillaume